

Édito

FN, DROITE, PS et compagnie...

Ils veulent tous nous faire payer la crise

Le conseiller spécial de Sarkozy, Henri Guaino, affirmait dans "Le Monde" du 9 septembre: "Ce sont les dépenses sociales qui étouffent les dépenses publiques". Denis Kessler, PDG d'un groupe financier, dirigeant du syndicat patronal, vient de déclarer: "on s'est trompés sur la nature de la crise. Le monde n'était pas dans un état de sous-consommation mais au contraire dans une bulle de sur-consommation... Depuis 2007 le pouvoir d'achat des ménages a augmenté". Et dire qu'on ne s'en était pas aperçu!

A propos de ces "ménages" dont parle Mr Kessler, rappelons que 1% des plus riches possèdent 24% du patrimoine total quand les 50% les plus pauvres ne disposent que de 4%.

La quasi totalité des revenus du travail sont soumis à l'impôt mais puis de 80% de ceux du capital y échappent.. En 2010 autour de 150 milliards d'exonérations ont été faites aux grandes sociétés capitalistes. Pourtant en une seule année(2009) elles ont réalisé 568 milliards de profits.

Et c'est au peuple, à ces "ménages" pauvres que l'on ose imposer de nouveau sacrifices! Sarkozy a lancé l'offensive avec le thème de la "règle d'or" qui vise à inscrire dans la constitution une limitation du déficit inférieure à 3%.

Marine Le Pen promet de gérer les finances publiques "avec une main de fer". Elle promet un contrôle des "trains de vie suspects"...dans les cités! Pas un mot sur celui des groupes capitalistes. Pour eux elle ne prévoit pas de sanction, les "délinquants" ce ne sont quand même pas ceux là!

F. Hollande invite la gauche à "une révolution culturelle répondant à l'impératif de réduire les déficits publics". Faire payer le capital est une phrase grossière qu'il n'emploie jamais. M. Aubry propose d'abaisser à 20% le taux d'impôt sur certaines sociétés, ceci sans doute pour réduire le déficit! Ségolène Royal va dans le même sens que ses amis - concurrents.

Pas un mot sur l'augmentation des salaires, des retraites... Pas un mot sur l'absolue nécessité d'élever immédiatement le pouvoir d'achat, en priorité celui des plus défavorisés.

La satisfaction des revendications populaires d'abord dans les domaines les plus urgents, est pourtant le seul moyen de combattre la crise et de la faire reculer.

Mais cela, ni la droite, ni le FN, ni le PS et ses alliés ne le veulent puisque chacun à leur façon ils défendent avant tout les intérêts du capitalisme.

Un changement positif ne peut venir que de l'action populaire, celle d'un peuple libéré de ces lourdes contraintes.

C'est un combat long et difficile qui se livre aujourd'hui. Nous vous invitons à y prendre votre place. "Communistes" est à vos côtés, c'est aussi son combat.

Notre Comité National qui se réunira le 5 novembre, décidera du meilleur moyen à mettre à la disposition des électeurs pour exprimer un vote de classe lors de l'élection présidentielle.